

Faits saillants du budget de l'Ontario de 2001

9 mai 2001

Excédent de 3,2 milliards de dollars

- Avec un excédent prévu de 3,2 milliards de dollars en 2000-2001, l'Ontario aura réussi à obtenir deux excédents consécutifs pour la première fois en plus d'un demi-siècle.
- L'excédent de 3,2 milliards de dollars de l'Ontario inclut un montant de 202 millions de dollars découlant de l'excédent des recettes par rapport aux dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Ce montant est affecté à la réduction de la dette insurmontable provenant de la restructuration du secteur de l'électricité. Par conséquent, un montant de 3,0 milliards de dollars de l'excédent total de 3,2 milliards de dollars sert à réduire la dette provinciale nette.
- En 2000-2001, l'Ontario a continué d'afficher des recettes élevées qui ont totalisé 64 927 millions de dollars, soit 2 867 millions de dollars de plus que les prévisions du budget de 2000 établies à 62 060 millions de dollars.
- L'Ontario est en bonne voie d'atteindre de nouveau l'équilibre budgétaire en 2001-2002.

Engagement continu à l'égard de la réduction des impôts

Dans le budget de 2001, le gouvernement propose :

- de compléter la réduction de 20 % de l'impôt sur le revenu des particuliers annoncée dans le budget de 1999;
- de procéder à la première étape de l'élimination de la surtaxe;
- d'éliminer l'impôt sur le capital pour la première tranche de 5 millions de dollars du capital imposable;
- d'adopter des mesures législatives relativement aux dernières étapes de la réduction de l'impôt sur les sociétés pour les ramener à 8 % d'ici 2005.

De solides assises pour la croissance économique

- En 2000, l'économie de l'Ontario a connu une croissance de 5,5 %, beaucoup plus forte que les hypothèses contenues dans le budget de 2000 qui l'établissait à 4,6 %.
- Le PIB réel de l'Ontario devrait croître de 2,2 % en 2001 et de 3,5 % en 2002.
- L'économie de l'Ontario devrait connaître une reprise pendant la seconde moitié de l'année puisque la faiblesse des taux d'intérêt et les réductions d'impôts favoriseront une forte augmentation de la demande intérieure et un accroissement des exportations.
- Les réductions de l'impôt des particuliers et la hausse des revenus demeureront le fer de lance de la solide croissance des dépenses de consommation en 2001 et en 2002.
- Les baisses de l'impôt sur les sociétés inciteront les entreprises à continuer d'investir dans les biens d'équipement, favorisant l'amélioration de la capacité et la hausse de la productivité.
- Le marché du logement devrait demeurer solide en 2001, grâce notamment à la baisse des taux d'intérêt et à la hausse des revenus après impôt des particuliers.

Récapitulatif budgétaire

31 mars 2001 (En millions de dollars)	2000-2001		2001-2002
	Plan budgétaire	Chiffres provisoires	Plan budgétaire
Recettes	62 060	64 927	64 270
Dépenses			
Programmes	49 525	50 428	52 011
Restructuration et autres dépenses	—	31	—
Total des dépenses de programmes	49 525	50 459	52 011
Immobilisations	2 075	2 075	1 944
Intérêt sur la dette publique			
Province	8 940	8 883	8 795
Secteur de l'électricité	520	520	520
Total des dépenses	61 060	61 937	63 270
Moins : Réserve	1 000	—	1 000
Plus : Incidence nette de la restructuration du secteur de l'électricité (montant à recouvrer des consommateurs)*	—	202	140

Excédent/(Déficit) **0** **3 192** **140**

* Montant découlant de l'excédent prévu des recettes par rapport aux dépenses de la Société de financement de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de restructuration de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être acquittée par les consommateurs, non les contribuables.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Perspectives économiques de l'Ontario

(Moyenne annuelle)	1999	2000	2001p	2002p
Croissance du PIB réel (en %)	6,1	5,5	2,2	3,5
Taux de chômage (en %)	6,3	5,7	5,5-6,0	5,5-6,0
Inflation de l'IPC (en %)	1,9	2,9	2,8	2,0

p = hypothèse de planification du ministère des Finances.

Source : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Vous pouvez consulter le *Budget de l'Ontario 2001* et les documents budgétaires sur le site Web du ministère des Finances à www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html

Le point sur le programme de financement

- Pour l'exercice 2000-2001, la province a contracté des emprunts à long terme sur les marchés publics d'un montant de 8,5 milliards de dollars.
- Les emprunts à long terme de la province pour 2001-2002 sur les marchés publics devraient totaliser 9,1 milliards de dollars. La province empruntera un montant de 9,6 milliards de dollars pour le refinancement d'une portion de la dette arrivée à échéance, un montant de 2,3 milliards de dollars aux fins de la régularisation et de la consolidation et un montant de 1,0 milliard de dollars pour l'établissement d'une réserve aux fins du rachat anticipé des obligations. La province pourrait emprunter 1,1 milliard de dollars supplémentaires auprès du Régime de pensions du Canada, si cela était avantageux.
- Le marché intérieur, comprenant la septième campagne annuelle de vente des Obligations d'épargne de l'Ontario prévue pour juin, demeurera probablement la principale source d'emprunt pour la province.
- L'Office ontarien de financement continue de surveiller les marchés financiers internationaux pour trouver les occasions d'emprunt avantageuses.
- Depuis la fin de l'exercice 2000-2001, la province a contracté des emprunts d'une valeur de près de 0,6 milliard de dollars dans le cadre de son programme d'emprunts à long terme sur les marchés publics pour 2001-2002.

Dette provinciale nette

- Dans le budget de 2000, le gouvernement s'est engagé à réduire la dette provinciale nette d'au moins 5 milliards de dollars au cours de son mandat actuel. Avec l'affectation de 1,0 milliard de dollars en 1999-2000 et de 3,0 milliards de dollars en 2000-2001, le gouvernement a déjà rempli, au cours de deux premières années, 80 % de son engagement de réduire de 5 milliards de dollars la dette de la province.
- Compte tenu de l'excédent budgétaire prévu pour 2000-2001, la dette provinciale nette devrait s'établir à 110,7 milliards de dollars au 31 mars 2001.

Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)

- Pour 2000-2001, la province a contracté des emprunts à long terme sur les marchés publics d'une valeur de près de 3,0 milliards de dollars au nom de la SFIEO qu'elle affectera aux besoins d'emprunt à long terme de cette entité, 1,9 milliard de dollars, tout en remboursant une portion de la dette à court terme, 0,7 milliard de dollars, et en assurant le préfinancement pour l'exercice 2001-2002 d'un montant de presque 0,4 milliard de dollars.
- Pour 2001-2002, les emprunts à long terme de la SFIEO devraient totaliser 3,6 milliards de dollars, et serviront à rembourser la dette arrivée à échéance d'une valeur de 4,4 milliards de dollars, en partie compensée par un excédent de trésorerie prévu de 0,8 milliard de dollars. La SFIEO avait emprunté près de 0,4 milliard de dollars dans le cadre de son programme d'emprunt à long terme sur les marchés publics pour cet exercice.

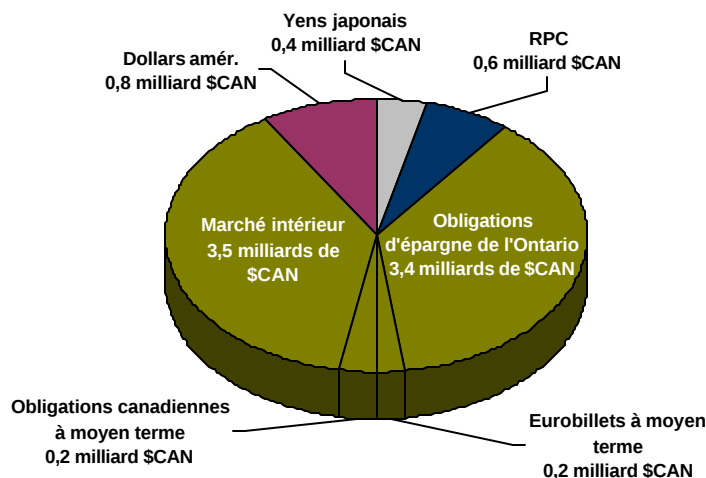
Sommaire financier

(en milliards de dollars)	2000-2001		2001-2002
	Plan budgétaire	Chiffres provisoires	Plan budgétaire
Excédent/(Déficit)	—	3,2	0,1
Régularisation et consolidation	(5,2)	(4,6)	(2,3)
Échéances	(8,4)	(8,1)*	(9,6)
Provision pour rachats anticipés	(0,5)	(1,1)	(1,0)
Autres sources/(Destinations)	—	(0,3)	—
Remboursements nets d'organismes/ (Prêts à des organismes)	—	(0,1)	—
Diminution/(Augmentation) des réserves de liquidité	4,5	2,0	2,6
Augmentation/(Diminution) des emprunts à court terme	—	(0,1)	—
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	1,0	0,6	1,1
Emprunts à long terme sur les marchés publics	8,6	8,5	9,1
dont : contractés			0,6
restants			8,5

* La dette arrivée à échéance est inférieure au montant prévu dans le plan budgétaire de 2000 parce que la province s'est prévalu de son option sur les obligations à échéance prorogeable.
Nota : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.

Emprunts à long terme pour 2000-2001

9,1 milliards de dollars canadiens contractés au 31 mars 2001*



*À l'exclusion du rachat de la dette.